

LE PREMIER MINISTRE ÉGYPTIEN HICHAM KANDIL : «Nous n'avons pas demandé de prêt à l'Algérie»

Le Premier ministre égyptien, Hicham Kandil, a démenti, hier matin, en conférence de presse à l'Hôtel El-Aurassi, l'assertion relative à une demande par son gouvernement d'un prêt de 2 milliards de dollars auprès de l'Algérie.

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Ce n'est, donc, pas en quémendeur de prêt que le Premier ministre égyptien est venu à Alger à la tête d'une forte délégation ministérielle mais en prospecteur d'opportunités d'affaires. «Le gouvernement égyptien n'a pas fait une telle demande de prêt», a-t-il coupé court pour pouvoir dissenter plus longuement sur le réchauffement des relations algéro-égyptiennes et ce que cela offre comme perspectives de coopération. S'il n'est pas venu en emprunteur, Hicham Kandil n'est pas non plus venu pour une villégiature. Il a comme lettre de mission de relancer les investissements égyptiens en Algérie.

Des investissements qui ont connu un ralentissement des suites de ce que la joute footballistique entre les deux pays a généré comme froid politique. «Nous voulons que le volume des échanges passe de 1 milliard de dollars par an à 3 milliards de dollars par an», a indiqué Kandil qui, par ailleurs, a informé du la

réactivation prochaine du Conseil d'affaires algéro-égyptien ainsi que de la réunion, en mars prochain, au Caire, de la Haute Commission algéro-égyptienne.

Plus immédiatement, le Premier ministre égyptien est venu négocier une remise des entreprises égyptiennes dans le circuit de la construction en Algérie. «L'Algérie a un ambitieux programme de construction de 2 millions de logements. Il y a des entreprises égyptiennes qui peuvent y prétendre», a-t-il affirmé, non sans vanter le savoir-faire desdites entreprises.

Hicham Kandil est également venu vendre la destination Égypte aux touristes algériens. Une destination boudée après les événements d'Oum Dourmane et, plus tard, à cause de l'insécurité qui règne en Égypte après la révolution de place Tahrir.

Au plan diplomatique, l'Égypte a l'idée de ressouder l'axe Alger-Le Caire, quelque peu affaibli, pour reconquérir une place perdue au sein des organisa-



Le Premier ministre égyptien Hicham Kandil.

tions régionales et continentales.

Le Premier ministre égyptien a déclaré, au sujet des armes en circulation dans la région après la révolution libyenne, que son pays et l'Algérie coopèrent notamment en matière d'échange d'informations.

Parlant du conflit syrien, Kandil a fait savoir que l'Égypte partage la même position que l'Algérie, à savoir le rejet de toute intervention

militaire étrangère. Ce disant, il a souhaité que la trêve pendant l'Aïd proposée par le médiateur onusien Lakhdar Brahimi soit acceptée par les parties en conflit.

Interrogé sur une éventuelle visite du président Morsi en Algérie, Hicham Kandil a préféré ne rien annoncer, se limitant à formuler que les deux présidents échangent des visites.

S. A. I.

DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT L'Algérie n'a toujours pas atteint ses objectifs

Alors que les normes internationales en matière de PME sont de l'ordre de 40 à 50 pour 1 000 habitants, l'Algérie enregistre un taux de 9 à 10 PME pour 1 000 habitants. 90% des PME existantes sont, en fait, des TPE (toute petite entreprise). Les dispositifs mis en place et les moyens financiers dégagés en faveur des jeunes diplômés ayant pour but le développement des petites entreprises n'ont pas donné de résultats. L'Algérie reste à la traîne en matière de développement de l'entrepreneuriat, constate Nacira Haddad, chef d'entreprise, membre de l'Association des femmes algériennes chefs d'entreprise (SEVE). Pour elle, il est plus que temps de «revenir à une politique volontariste».

S'exprimant, hier, lors d'une conférence au quotidien *DK News* sur l'entrepreneuriat féminin, M^{me} Haddad a indiqué que selon les statistiques, les filles sont majoritairement diplômées par rapport aux garçons. Ainsi, 55% sont des diplômées de la formation professionnelle et plus de 65 % ont décroché un diplôme d'études supérieures. Cependant, les filles sont aussi en tête de liste des statistiques du chômage car elles sont près de 60 % à la recherche d'un emploi. La solution ? La conférencière propose l'entrepreneuriat comme substitution à l'incapacité du marché du travail à absorber ces diplômées. M^{me} Haddad propose, par ailleurs, de revoir le mode de gouvernance des dispositifs d'aide à l'emploi (Ansej, Cnac, Angem...) lesquels, dit-elle, «ne contribuent pas à l'émergence de l'entrepreneuriat». La conférencière a soulevé le problème de l'orientation, de l'accompagnement et d'absence de banques de projets. La raison pour laquelle, dit-elle, les jeunes n'arrivent pas à créer des projets viables. Cette chef d'entreprise estime qu'il ne «suffit pas de donner de l'argent. Si le projet est viable, le jeune n'aura pas besoin d'aide de l'Etat». Selon elle, les pouvoirs publics doivent imposer la politique de résultat à ces dispositifs. L'entrepreneuriat n'arrive pas à démarrer, en raison également, poursuit-elle, de l'absence de passerelle entre l'université et le monde de l'entreprise et la non-intégration du développement économique dans la logique de fonctionnement des collectivités locales. Un avis partagé par Zaïm Bensaci, président du Conseil national pour la promotion de la PME, qui estime, pour sa part, que les conditions algériennes ne militent pas pour la facilitation de la création d'entreprises. «On a facilité à tort certains créneaux au détriment des secteurs plus porteurs», déplore l'intervenant. Selon lui, le développement de l'entrepreneuriat permettrait de réduire la facture d'importation qui est de l'ordre de 55 milliards de dollars. La sous-traitance fait également défaut selon Bensaci, qui souligne que «14 milliards de dollars partent à l'extérieur pour des études faites pour l'Algérie».

S. A.

DÉBAT AUTOUR DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2013

Entre soutien sans réserve des uns et critiques acerbes des autres

Les débats autour du projet de la loi de finances 2013 se sont poursuivis hier avec l'intervention des chefs des groupes parlementaires des partis et la réponse du ministre du secteur avant le vote, prévu le 11 novembre prochain, qui ne sera sans doute pas autre chose qu'un quitus.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, le FLN et le RND, par le biais des chefs de leurs groupes parlementaires, ont donné un avant-goût à travers un soutien sans réserve aucune audit projet de loi.

D'abord Fouzia Bansahnoun du RND qui s'est félicitée en tout premier lieu de la très forte mobilisation des ressources de l'Etat consacrée dans ce projet de loi, visant, dira-t-elle, à la garantie de la poursuite de la politique sociale du pays, celle de la réalisation d'ambitieux programmes de développement et l'appui impuissant au développement de l'investissement économique.

Ceci avant de relever la prudence et le souci de rationalité qui caractérisent ce projet de loi de finances.

Et à l'intervenante d'exprimer le soutien du RND au maintien et à la sauvegarde du fonds de régulation des recettes, une assurance, selon elle, pour le pays en cas d'une brusque chute des prix du pétrole.

Le même soutien est exprimé par le parti d'Ouyahia au placement par l'Algérie de 5 milliards de dollars

au niveau du FMI avec tous les intérêts et avantages que cela engendrera pour le pays.

Un prêt qui continue de faire couler beaucoup d'encre et qui a, par ailleurs, poussé le FLN à apporter à son tour à l'initiative de Mohamed Djemaï pour qui l'Algérie, en procédant de la sorte, n'a pas fait un don et que l'argent prêté ne signifie pas sa perte comme surusé ici et là mais confirme la puissance du pays et sa capacité augmente et à même de conforter sa position et sa crédibilité dans le concert des nations.

Un avis que ne partage nullement le PT dont le chef du groupe parlementaire a qualifié tout simplement ce prêt de geste qui «n'honore pas le pays» et constitue, dira Ramdhane Taâzibt, un «acte d'allégeance à une institution qui est l'ennemi des peuples et des nations». Et de relever dans ce projet de loi une contradiction d'avec le plan d'action du gouvernement dont il est censé constituer le levier d'application.

Taâzibt en voudra pour preuve la réduction des budgets de fonction-

nement de six secteurs-clés à l'image de ceux de l'éducation, de l'enseignement supérieur qui ont été revus à la baisse tout comme l'est le budget dans sa totalité au moment où, s'interrogera-t-il, le montant des recettes est en hausse.

Tout comme il s'apresentira sur les faveurs fiscales encore une fois concédées aux patrons au moment où, soutiendra le dirigeant du PT, et de l'aveu même du chef du FCE, 4% seulement des PME-PMI sont réellement productives et apportent une plus-value à l'économie nationale.

Regrettant le refus du ministre délégué à la Défense nationale, des ministres de la Justice et des Affaires étrangères de se présenter devant la commission des finances de l'APN, le FFS, par la voix de Chaffai Bouaïche, s'interrogera si le pays disposait de deux gouvernements, l'un soumis au contrôle des députés et l'autre exempt. Et de relever l'insignifiance de l'enveloppe de 40 milliards de dinars allouée aux collectivités locales dans le cadre des PCD par rapport, dira-t-il, aux besoins multiples et nombreux des populations.

Le pari d'Aït-Ahmed ne se suffira pas de remarques et de critiques puisqu'il propose comme mesures concrètes la mise sur pied d'un fonds national dédié aux handica-



Photo : Samir Sid

pés, un autre pour les femmes divorcées, une prime pour les demandeurs d'emploi. Cette dernière mesure que l'Alliance de l'Algérie verte avance, elle aussi, au même titre qu'un fonds spécial consacré au développement du monde rural à même de limiter, à défaut d'endiguer le phénomène de l'exode rural.

Naâmane Laouer, le chef du groupe parlementaire du triumvirat islamiste, dira ne pas comprendre le bon soin laissé aux walis de pouvoir

céder du foncier aux potentiels investisseurs sans aucun levier de contrôle.

Il en est de même, selon lui, de la possibilité pour les inspecteurs locaux des impôts de concéder des rabattements fiscaux d'un montant de 500 millions de dinars, ce qui ouvre grandement, selon Laouer, «les portes à la corruption» que le plan d'action et le projet de loi de finances se proposent de combattre.

M. K.